

LE CRÉPUSCULE DE LA PUISSANCE BRITANNIQUE

L'Empire sur lequel se couche le soleil

par Mikhail Tyurkin

Au cours des dernières décennies, le Royaume-Uni s'est pensé comme le cerveau d'un empire global dont les États-Unis seraient les muscles. Mais le temps passe et « l'Empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais » est en pleine déconfiture. Avec un total cynisme, la gentry britannique se prépare à brader les richesses nationales pour sauver son mode de vie au détriment de son peuple. Les dominions du Commonwealth cherchent leur indépendance, tandis que le Royaume-Uni lui-même cherche à faire patienter ses séparatismes.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 6 JUILLET 2013



Elizabeth II, reine depuis le 6 janvier 1952 du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Afrique du Sud, d'Antigua-et-Barbuda, de l'Australie, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Canada, de Grenade, des Îles Salomon, de la Jamaïque, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Saint-Christophe-et-Niévès, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Sainte-Lucie, et de Tuvalu.

Le 10 mai, le Premier ministre britannique David Cameron a rendu une visite inattendue à Sotchi pour chercher une entente avec Vladimir Poutine. Les projets énergétiques de la coalition de gouvernement en Grande-Bretagne ainsi que la politique proche-orientale anglaise dépendent beaucoup de la position de la Russie. Cependant, quoi que Cameron fasse, il ne pourra probablement pas éviter le krach d'un empire qui est resté l'un des pays les plus puissants du marché mondial pendant des siècles, même après sa désagrégation officielle.

La mort de Margaret Thatcher, qui était assimilée au dernier élan de l'esprit impérialiste britannique, la perte de son AAA par le Royaume-Uni, les forfaits des « *milices islamiques* » dans les rues de Londres, le refus de la reine Elisabeth II de participer au sommet du Commonwealth, la mort de l'un des plus vieux chênes anglais, qui fut planté en l'an 806... voilà un court aperçu des nouvelles qui nous parviennent d'Albion ces derniers mois. L'empire britannique perd de jour en jour les vestiges de la patine aristocratique et se transforme en province dépressive d'un monde globalisé. Pourquoi la destruction de la *Pax Britannica* arrive en phase finale justement de nos jours ?

Le retour de boomerang

Sans doute, aucun pays du monde n'a plus incarné les temps modernes que la Grande-Bretagne. La passion d'un joueur géopolitique expérimenté, une autodiscipline étonnante, le machiavélisme de la famille royale et de l'aristocratie, le tout multiplié par l'esprit anglais typique a transformé aux XVIIIe-XIXe siècles un petit royaume insulaire en « *Empire, sur lequel le soleil ne se couche jamais* ». La Grande-Bretagne conduisait toujours une politique cruelle et cynique, mais le faisait avec une élégance de gentlemen. Des livres entiers ont été écrits sur les raisons qui lui ont permis de devenir le leader de l'époque industrielle et même en partie de l'époque postindustrielle. Notons cependant que le développement de la Grande-Bretagne pendant les temps nouveaux doit beaucoup à la géographie. Ainsi, le courant chaud

du Gulfstream a servi pendant des siècles de « *fourneau* » à l'Albion noyée dans les brouillards, la réchauffant l'hiver et lui permettant un été doux. Comment, dans des conditions si « *royales* », ne pas créer d'économie à haut rendement et ne pas devenir l'un des leaders de la révolution industrielle ?

Il faut y ajouter la situation insulaire qui permettait à l'Angleterre de s'abstenir de participer réellement aux conflits européens, et de dresser l'une contre l'autre les puissances continentales selon le principe romain classique « *Diviser pour régner* ». Installé confortablement sur les îles britanniques, l'establishment anglais s'est rempli du sentiment de son caractère exceptionnel. Et si l'Angleterre a affaibli les États qui la concurrençaient avec diverses idées progressives et mouvements révolutionnaires, chez elle, elle prenait soin avec attention de son « *gazon aristocratique* » séculaire. Remarquez que c'est justement la Grande-Bretagne qui a aidé les empires russe, austro-hongrois, allemand et ottoman à s'effondrer pendant la Première Guerre mondiale. Mais chez elle, a-t-elle renoncé à son caractère étrange ? Jamais. L'élite gentilice anglaise a toujours connu le prix des traditions bien ancrées qui donnaient des avantages à tout État.

Cependant au XXe siècle, la puissance de la Grande-Bretagne a dépassé son zénith et a commencé à décliner. À ce moment, sa fille caractérielle, les États-Unis, est devenue grande ; cette dernière, se tenant éloignée de l'aristocratie de sa mère, a hérité largement de son intelligence vive et pratique. Malgré son appartenance à la coalition anti-hitlérienne, dans les faits, l'Angleterre a perdu la Seconde Guerre mondiale en cédant la première place de l'Occident aux États-Unis d'Amérique. Cependant, l'Angleterre a su préserver son individualité et en partie son empire en le faisant migrer vers une forme officieuse, sous la couverture du réseau formé par le Commonwealth. Des atouts typiquement anglais tels que la puissance financière, l'excellence du renseignement et un enseignement de haut niveau pour les sciences humaines lui ont permis de garder une influence colossale sur la politique mondiale. C'est justement l'Angleterre qui est devenue l'une des principales créatrices de mode dans les secteurs de la musique pop, du design, de la mode, du cinéma et de la littérature. Après la marche

triomphale des Beatles et de James Bond, les Britanniques ont converti le monde entier à leur culture de masse et ont fait entrer leurs propres codes culturels dans les consciences de millions d'individus. Et c'est encore la City de Londres qui a conservé sa position de place principale du système financier globalisé, vers laquelle se dirigent les élites de tous pays avec leurs capitaux.

On peut avoir diverses opinions au sujet de la famille Windsor et de l'establishment anglais, mais on ne peut pas ne pas reconnaître l'évidence : ce sont eux qui ont créé une grande partie de la réalité dans laquelle nous vivons. Il n'y a qu'un malheur : cette réalité changera tôt ou tard son créateur, quand bien même il s'accrocherait à ses traditions et essaierait de conserver sa stature particulière. Les Anglais qui ont colonisé l'Australie savent très bien comment marche l'arme des aborigènes locaux, le boomerang. Jeté vers l'ennemi, il revient tôt ou tard à son point de départ. C'est ce qui se passe justement aujourd'hui pour l'Angleterre, qui commence à se prendre elle-même aux rets qu'elle a tendu jadis pour ses concurrents stratégiques. Plusieurs éléments montrent que le soleil de l'Empire britannique plongera bientôt sous la ligne de l'horizon.

La crise du modèle économique

Le principal symbole du déclin du Royaume-Uni est devenu sans doute la mort de Margaret Thatcher. La « *Dame de fer* » était connue comme l'une des créatrices du modèle économique néolibéral, qui s'est installé dans sa forme classique sur les côtes d'Albion. Cette fille d'un petit épicier, prophète d'une religion fondée sur l'efficacité du business a grandement changé l'aspect d'un pays où a commencé jadis la révolution industrielle. Elle a fermé et privatisé tout ce qui, selon elle, ne rapportait pas de profits. Les mines et les usines sont les premières qui sont tombées sous le boisseau et ont été largement délocalisées en Asie. Vous demanderez alors : comment faire de l'argent ? « *De l'argent lui-même* », répondit Thatcher. Ainsi, l'ex-usine mondiale devint définitivement un casino global, les spéculations boursières

et les services bancaires de la City devenant le seul moteur du pays. Dans les années 1990, malgré la hausse de la tension sociale, le modèle néolibéral a effectivement permis à la Grande-Bretagne d'améliorer ses indicateurs économiques et de devenir le cœur financier du monde globalisé. Au passage, la perfide Albion doit beaucoup de sa fête de la vie spéculative à l'effondrement de l'URSS : depuis le camp socialiste ruiné, des cascades d'actifs matériels se sont dirigées vers l'Occident.

Cependant, tout ce qui est bien finit un jour. Aujourd'hui, le modèle néolibéral à la création de laquelle la demoiselle Thatcher a apporté sa marque de fer, est plongé dans une crise terrible. Beaucoup d'experts affirment que ce modèle ne survivra pas longtemps à sa créatrice. Aujourd'hui déjà la dette de la Grande-Bretagne (9 800 milliards de \$) est la deuxième du monde par son importance après celle des USA et le montant de ses intérêts est dix-huit fois plus important que celui des Grecs. C'est-à-dire que l'on fait entrer l'Angleterre dans la liste des géants économiques par inertie seulement ; il serait bien plus honnête de lui octroyer une autre lettre dans l'acronyme PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne). Peut-être alors que le Royaume-Uni, comme le baron Munchausen, se tirera du marais grâce à une croissance économique extraordinaire ? Pas même. Le *Guardian* ironise à ce sujet : « *Le gouvernement de Cameron est déjà très content que le pays échappe à la récession au premier trimestre 2013* ». De janvier à mars l'économie britannique a grandi —Où sont vos applaudissements ?— de « 0.3% ».

Même les agences de notation se sont rendues compte de la réalité de la situation économique du Royaume-Uni. Au début de l'année, l'agence Moody's a privé la Grande-Bretagne de son AAA, puis l'agence Fitch a suivi en avril. Qu'est-ce que cela veut dire ? Si les experts des agences de notation favorites baissent leurs notes, alors le navire de l'économie anglaise a une sérieuse voie d'eau. Comment font alors, dans ces conditions, les « *capitaines* » et les « *pilotes* » britanniques ? Ils agissent de la façon la plus traditionnelle, en essayant de jeter par-dessus bord ce qu'ils estiment superflu. Le chancelier de la trésorerie Georges Osborne fait l'éloge de la rigueur depuis longtemps. Seulement, le déficit

budgetaire n'en diminue pas d'autant : il a atteint 12 %, un record. *The Spectator* écrit à ce sujet : « *C'est un vrai spectacle : les restrictions les plus minimales passent pour dramatiques. Les dépenses du gouvernement n'ont été baissées que de 0,9 % par rapport à l'époque de [Gordon] Brown, les ministres font des emprunts comme de vrais keynésiens. Ils se battent avec la dette qui augmente de la même façon que le célèbre footballeur Georges Best se battait avec son alcoolisme : en allant se cuire.* » Quoiqu'il en soit, les citoyens britanniques ont déjà pu ressentir sur leur quotidien les conséquences de la diète financière épuisante : le chômage a atteint 8 % bien plus vite que dans les autres pays du G8, les salaires baissent, tandis que le joug de l'impôt augmente plus vite sur les classes moyennes que sur les groupes financiers. Pour la première fois depuis les années 50, les habitants de diverses villes anglaises ont dû revenir à une innovation d'après-guerre : les cartes de rationnement.

Dans ces conditions, le gouvernement cherche fiévreusement de nouvelles sources d'économie. L'industrie automobile nationale a déjà passé dans les mains des Allemands, des États-Uniens et même des Indiens —l'usine Jaguar est passée il y a peu sous le contrôle de la compagnie Tata Motors—. On est arrivés au point que les parlementaires ont commencé à sérieusement discuter de la vente, pour un milliard et demi de livres, du palais de Westminster et de Big Ben. Puisque les moyens pour les restaurer ne sont tout simplement pas disponibles, les Britanniques hautains sont prêts à les céder à n'importe qui, y compris à des hommes d'affaires russes ou chinois, qui devront cependant investir 1 milliard de livres pour les travaux de restauration. Le problème, c'est que le palais de Westminster s'enfonce dans le sol, ce qui fait donner de la gîte à Big Ben qui se transforme peu à peu en jumeau de la Tour de Pise. C'est une métaphore évidente de l'économie britannique qui se noie dans le marécage de la crise, perdant son équilibre à cause de l'influence trop importante du secteur financier.

Peut-être alors que, pour soutenir la pyramide des dettes en Grande-Bretagne, un nouveau flux d'actifs matériels viendra d'une région de la planète encore vierge de l'économie-monde ? Hélas,

après la désagrégation de l'URSS et la mise en place de l'économie globalisée, il n'y a quasiment plus de « *terres vierges* » sur la planète. Et puis la Russie n'est plus une vache à traire si affriolante : le procès entre Berezovski et Abramovitch ainsi que la mort à Londres du « *combineur fugitif* » [Berezovski] a tiré un trait sous une époque entière qui a fait cadeau de vingt années de relative prospérité à l'Angleterre.

La cession des positions géopolitiques

Le Royaume-Uni plonge dans le gouffre de la grande récession. La puissance géopolitique de l'ex-« *reine des mers* » fond tout aussi rapidement. Ces jours bénis où les Britanniques faisaient moissonner le profit par d'autres, tout en restant propres sur eux, sont passés. Maintenant, ils doivent aller de plus en plus souvent au combat ouvertement, subissant d'importantes pertes dans leur image durant les croisades occidentales modernes, et montrant au monde leurs talons d'Achille. Un exemple clair à cette évolution : l'opération en Lybie de 2011, lorsque le Premier Ministre anglais David Cameron (avec le coq gaulois Nicolas Sarkozy) a pris l'initiative d'aller au charbon pour éliminer Mouamar el-Kadhafi. Qu'en pensez-vous, peut-on estimer que cette campagne est un triomphe de l'armée anglaise invincible ? Formellement, oui. À la fin, Londres a réussi à faire chuter le dictateur sanglant, et les forces spéciales britanniques ont joué un rôle clé dans l'assaut sur Tripoli. Mais si l'on y regarde de plus près, la guerre en Lybie n'a rien apporté au Royaume-Uni, sinon une honte publique. Non seulement, une année entière a été nécessaire pour faire chuter le régime, mais en outre, au début de la campagne, l'Angleterre a épuisé toute sa réserve de missiles. Bien sûr, les médias de masse occidentaux n'ont pas porté l'accent sur ce point et l'ont présenté comme une anecdote, mais les analystes sérieux en ont tiré des conclusions peu rassurantes pour l'Angleterre. Et lorsque le gouvernement de Cameron a déclaré que le Trésor n'avait plus les moyens de maintenir le bouclier nucléaire, plus personne n'avait plus d'illusion au sujet de la puissance britannique.

La situation de l'Europe est devenue un autre symptôme de l'affaiblissement géopolitique de la Grande-Bretagne, qui est passée sur la défensive, cédant une position après l'autre. Si auparavant l'Angleterre allait de biais, en dressant facilement les puissances continentales, maintenant, c'est impossible. Comment dresser front contre front les Européens si les États du Vieux Monde sont *de facto* devenus les provinces d'une fédération unique et que la vieille rivalité franco-allemande a laissé place à un tandem bien réglé entre Paris et Berlin ? Sentant sa puissance, l'Allemagne qui crée avec l'arme économique un « *Quatrième Reich* » essaie de pousser l'Angleterre à l'intégration forcée. C'est elle notamment qui a été à l'initiative de l'attaque sur l'*offshore* chypriote, une colonie britannique *de facto* qui a permis aux Britanniques de tirer parti durant de nombreuses années des représentants filous des élites du Tiers-Monde.

Comment Londres peut se comporter alors qu'il est dans un isolement pas du tout brillant en Europe ? Privés de place pour les grandes manœuvres, les Anglais n'ont rien trouvé de mieux que la politique des petits coups tordus. La Grande-Bretagne essaie de torpiller le budget européen, refuse à cors et à cris d'aider au sauvetage des « *noyés du sud de l'Europe* », appelle Bruxelles à lui rendre une partie de ses prérogatives de puissance, voire envoie bouler les partisans bruxellois de l'impôt sur les spéculations boursières. L'apothéose de cette politique « *intelligente et clairvoyante* » fut la déclaration de Cameron en janvier selon laquelle le Royaume-Uni sortira à long terme de l'UE.

Vous pourriez dire alors qu'étant donnés les problèmes de l'eurozone, c'est un coup osé ? Pas même. Plus probablement, le chantage de Cameron ressemble à la reconnaissance de sa propre faiblesse : car ce sont justement les gentlemen qui espéraient gagner au jeu qui quittent un club influent. D'ailleurs, les États-Uniens ont calculé avec certitude le vrai prix de l'euroseptisme britannique : ils ne veulent pas perdre leur cheval de Troie dans l'UE à cause des lubies du gouvernement conservateur. À peine Cameron a pu goûter l'effet d'image de sa déclaration fracassante que le vice-président US, Joe Biden, est arrivé en vitesse à Londres pour déclarer « *Nous avons besoin d'une Grande-Bretagne forte*

dans une UE forte ».

Le séparatisme dans le Commonwealth et en Grande-Bretagne

Cependant, la phrase sur la force de la Grande-Bretagne dans la bouche du « *Vieux Jo* » n'est guère qu'un tribut à la politesse. L'affaiblissement géopolitique de l'Angleterre a été senti même au sein des pays du Commonwealth où s'est développée une parade des souverainismes jamais vue auparavant. Ainsi en 2011, en Australie, l'on a à nouveau émis l'idée qu'il ne serait pas si mal de transformer le continent vert en République et le sortir de l'influence de la couronne britannique. Une ambiance semblable s'est aussi emparée de la Jamaïque, qui a fêté l'an dernier les 50 ans de son indépendance formelle. Profitant de l'occasion solennelle, le Premier ministre jamaïcain, Portia Simpson-Miller, a promis qu'elle se battra pour l'établissement de la République et la sortie de la Jamaïque du Commonwealth. « *J'aime la reine, c'est une grande dame, mais notre peuple doit recouvrir sa pleine indépendance* », a-t-elle déclaré. La reine Elisabeth II qui a senti vers où souffle le vent a signé cette année la *Charte du Commonwealth*. Qu'est-ce que c'est ? Une démonstration de force ? C'est possible. Mais beaucoup d'analystes ont vu dans ce geste une tentative désespérée de sauver l'empire informel qui se fissure. Ils se sont souvenus des tentatives manquées de Gorbatchev pour signer, dans le début des années 1990, un nouveau traité entre les républiques soviétiques.

Mais ce ne serait rien si la parade des souverainismes ne touchait que les possessions d'outre-mer. Dans les prochaines années, il est fort possible que le Royaume-Uni se désunisse. Diverses parties de la Grande-Bretagne se dirigent vers l'auto-détermination, voire l'indépendance. Ainsi le 14 octobre 2012 —date qui peut déjà figurer dans l'Histoire— David Cameron et le leader écossais Alex Salmond ont signé l'Accord d'Edinbourg. Selon ce document, les orgueilleux fils de la montagne que chantait Robert Berns devront répondre en octobre 2014 à la question « *Voulez vous rester au*

sein du Royaume-Uni ?».

Pour les mois qui lui restent, Alex Salmond compte développer une importante campagne publique en faveur de l'indépendance. Puisque les raisons n'en manquent pas. L'année prochaine, l'Écosse fêtera avec solennité les 700 ans de la bataille de Bannockburn au cours de laquelle les Écossais, dirigés par leur roi Robert Ier Bruce, ont écrasé les forces anglaises d'Édouard III. Salmond espère que le souvenir de cette glorieuse victoire réveillera chez les citoyens leur patriotisme local et leur permettra de faire le bon choix au référendum. Par ailleurs, l'homme politique mise sur le pragmatisme naturel de ses compatriotes. Une propagande du « *séparatisme pétrolier* » est menée depuis longtemps en Écosse : selon celle-ci, il suffirait de se séparer de l'Angleterre pour que l'Écosse devienne le 6e pays du monde par son PIB grâce aux ressources d'hydrocarbures de la mer du Nord, qui représentent près de 90 % des réserves britanniques.

Il n'est pas difficile de prédire ce qui se passerait si un État écossais apparaissait sur la carte du monde. Suivant l'effet domino, l'Irlande du Nord, qui a fait couler beaucoup de sang pour son indépendance, partirait en roue libre. Par la suite, il est probable que le pays de Galles, où ces dernières années les sentiments séparatistes se sont beaucoup développés, suive son exemple. C'est étonnant, mais dans l'Angleterre elle-même, il y a des provinces dont les habitants sont prêts à faire leur le slogan selon lequel « *Ça suffit de nourrir Londres* ». Un exemple éclairant : le duché méridional de Cornouailles, qui fait partie depuis le XV^e siècle du Royaume. « *Les Londoniens sont trop loin de nous, à 350 milles ; il leur faut cinq heures pour arriver ici. Alors ils nous oublient parfois lorsqu'ils décident de leurs lois* » a ainsi déclaré le maire de Truro [chef-lieu administratif] Rob Nolan.

Mais la raison des humeurs séparatistes n'est pas seulement le pragmatisme alimentaire : la Grande-Bretagne contemporaine a tellement perdu de sa stature qu'elle est incapable de proposer à ses habitants un nouveau dessein qui les unisse. Or, si un État n'a plus de « *projet historique* », le sens de son existence se perd. N'importe quel arbre dont les racines ont pourri et le tronc est

devenu de la sciure tombe un jour sous la poussée de la tempête de la crise. Justement, au sujet des arbres. Dans le flux des nouvelles de ces derniers mois, le 17 avril, le vent a fait crouler l'un des plus anciens chênes —âgé de près de 1 200 ans— du Royaume-Uni, dans le comté de Reksem. Ce chêne fut planté en 802, 17 ans avant qu'Alfred, roi du Wessex, réunisse sous sa houlette toutes les terres au sud de l'Albion et fonde le royaume d'Angleterre. Qui sait, peut-être que dans quelques années la mort de cet arbre millénaire sera considérée comme un signe précurseur de la désagrégation du Royaume-Uni britannique ?

Mikhail Tyurkin

Traduction
Louis-Benoît Greffe

Source
Odnako (Fédération de Russie)
Hebdomadaire d'information générale. Rédacteur en chef : Mikhail Léontieff.

<http://www.odnako.org/magazine/mate...>

Source : « L'Empire sur lequel se couche le soleil », par Mikhail Tyurkin, Traduction Louis-Benoît Greffe, Odnako (Fédération de Russie), *Réseau Voltaire*, 6 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179279.html